

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

Procédure adaptée (M.A.P.A) conforme aux articles L.2123-1 et L.2123-1-1° du Code de la commande publique

M.A.PA. n°2025-08 : MARCHÉ DE LOCATION LONGUE DURÉE DE VÉHICULES NEUFS PAR LA CAF DE LA REUNION

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - Les parties contractantes

ARTICLE 2 - Objet du marché

ARTICLE 3 - Forme et durée du marché

3.1 - Forme et type de marché

3.2 - Durée du marché

ARTICLE 4 - Cadre juridique – Pièces constitutives du marché

4.1 - Cadre juridique

4.2 – Documents contractuels

ARTICLE 5 - Correspondants techniques et autres

ARTICLE 6 - Obligations des parties

6.1 - Obligations du titulaire

6.2 - Obligations du pouvoir adjudicateur

ARTICLE 7 - Contenu des prestations

ARTICLE 8 - Modalités d'exécution

ARTICLE 9 – Délai d'exécution maximum

ARTICLE 10 – Confidentialité – Protection des données personnelles – Mesures de sécurité

ARTICLE 11 - Prix du marché – Conditions d'ajustement

ARTICLE 12 - Exécution financière du marché

12.1 – Avances – Acomptes - Garanties

12.2 – Modalités de facturation et de paiement

ARTICLE 13 - Sous-traitance

ARTICLE 14 - Pénalités de retard

ARTICLE 15 - Assurances

ARTICLE 16 - Réparation des dommages

ARTICLE 17 - Résiliation du marché

ARTICLE 18 - Modifications du marché

ARTICLE 19 - Langues

ARTICLE 21 - Cession et nantissement de créances

ARTICLE 20 - Règlement des litiges

ARTICLE 21 - Voies de recours

ARTICLE 22 - Dérogations aux dispositions du C.C.A.G.-F.C.S.

ARTICLE 23 - Compléments aux dispositions du C.C.A.G.-F.C.S.

Article 1. Les parties contractantes

Les parties contractantes sont :

D'une part,

La Caisse d'Allocations Familiales de La REUNION ;

Et d'autre part,

Le prestataire dont la proposition aura été acceptée, désigné ci-après par l'expression « le titulaire » ou « le prestataire ».

Le représentant du pouvoir adjudicateur est le Directeur de la Caisse d'Allocations Familiales de La REUNION, qui a reçu compétence pour signer et notifier le marché.

Le comptable assignataire des paiements est l'agent-Comptable de la Caisse d'allocations familiales de La REUNION, auquel toutes les oppositions doivent être signifiées.

Article 2. Objet du marché

La présente procédure tend à conclure un marché de location longue durée de véhicules neufs par la CAF de La REUNION.

Il s'agit d'un marché unique, non alloti.

La CAF de La REUNION a décidé de ne pas allotir la procédure, car l'objet du marché ne permet pas l'identification de prestations distinctes. Pour des raisons techniques, l'allotissement aurait pour conséquence de rendre techniquement difficile ou financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

Le dossier de consultation est téléchargeable sur la plateforme PLACE : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Les candidats sont invités à indiquer le nom de la personne physique chargée de leur téléchargement ainsi qu'une adresse électronique afin que puissent leur être communiquées les modifications et les précisions apportées.

Le dossier de consultation peut être obtenu jusqu'à la date limite de remise des offres.

La description des prestations et ses spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.).

La prestation de livraison sera réalisée au siège de la CAF de la REUNION à BEAUSEJOUR sis 412, rue Fleur de Jade - CS 61038 - 97833 SAINTE MARIE CEDEX.

Article 3. Forme et durée du marché

3.1. Forme du marché

La consultation est passée selon une procédure adaptée conforme à l'article R.2123-1 du Code de la commande publique.

Le marché de nature « services » est un marché unique, non alloti.

Code CPV principal : 34100000 – Véhicules à moteur

La totalité des quantités figurant dans le cadre de décomposition global et forfaitaire annexe 1 de l'acte d'engagement sera commandée via un unique bon de commande notifié à compter de la date de réception de l'ordre de service de démarrage par le titulaire.

3.2. Durée du marché

Le marché est conclu à compter de la date de notification du marché pour une durée d'un (1) an (période initiale). Il pourra être reconduit au maximum 2 fois, par décision expresse du Directeur, sans que la durée totale du marché puisse excéder une durée de trois (3) ans à compter de la date de notification.

La décision de reconduction sera notifiée au titulaire, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Les délais prévisionnels maximum de livraison partent de la date de notification du bon de commande.

Le bon de commande pourra être notifié à compter de la réception de l'ordre de service par le titulaire.

Les opérations de livraison seront terminées **au plus tard le lundi 23 février 2026**.

Article 4. Cadre juridique – Pièces constitutives du marché

4.1. Cadre juridique

Le marché est passé selon la procédure adaptée conforme à l'article R.2123-1 du Code de la Commande publique.

Il est régi par le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (C.C.A.G.-F.C.S.) approuvé par l'arrêté du 30/03/2021.

4.2. Documents contractuels

Par dérogation à l'article 4.1 du C.C.A.G. - F.C.S., les documents contractuels applicables au marché sont les suivants par ordre de priorité décroissante.

Ils prévalent les uns par rapport aux autres en fonction de leur ordre et ce en cas de contradiction entre eux.

- Pièces particulières

- L'Acte d'Engagement (A.E.) (incluant les options) et son annexe 1 : la décomposition du prix global et forfaitaire (D.P.G.F.) (incluant les options),
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.);
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.);
- Le mémoire technique du candidat.

La signature de l'acte d'engagement par les parties emporte signature de toutes les pièces indiquées ci-dessus.

- Pièces générales (non annexées)

Les documents applicables sont ceux en vigueur à la date de signature par le titulaire du présent marché et notamment :

- l'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés publics des organismes de sécurité sociale, l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du Code de la commande publique, le décret n°2018- 1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du Code de la commande publique, ainsi que le Code de la santé publique.

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services issu de l'arrêté du 30 mars 2021 et l'ensemble des textes qui l'ont modifié.

Le CCAG fournitures et services n'est pas communiqué mais réputé connu des candidats.

Ces documents même matériellement dissociés, constituent un ensemble et forment le cahier des charges contractuel.

Le titulaire est contractuellement réputé avoir parfaite connaissance de l'ensemble des documents constituant le cahier des charges contractuel tels qu'ils sont énumérés ci-avant.

En cas de contradiction ou de différence entre les documents constitutifs du marché, ces documents prévalent dans l'ordre dans lequel ils sont énumérés.

Aucune réserve, qui serait apportée aux pièces désignées ci-dessus lors de la remise des offres puis durant l'exécution du marché, n'est admise. Le titulaire s'engage à respecter toutes les dispositions incluses dans les documents contractuels du marché.

Article 5. Correspondants techniques et autres

Par dérogation à l'article 3.3 du C.C.A.G.- F.C.S., le titulaire désigne dans son mémoire technique, un correspondant technique. Cet interlocuteur est le responsable du bon déroulement du marché. Il est le représentant du titulaire auprès du pouvoir adjudicateur avec un pouvoir de décision immédiat.

Le titulaire garde le même correspondant technique pendant la durée du marché, sauf empêchement majeur (démission, maladie, etc.).

En cas de changement de correspondant technique, le titulaire s'engage à ce que ce changement ne crée pas d'interruption dans les prestations et soit sans incidence sur les prix du marché. Le titulaire informe, par lettre, le pouvoir adjudicateur de ce changement dans les meilleurs délais, et lui communique le nom et le profil du remplaçant.

Le personnel d'intervention et de remplacement nommément désigné par le prestataire, pour l'exécution des prestations, est le seul autorisé à intervenir sur les sites. Ce personnel est soumis :

- aux dispositions générales prévues par la législation du travail,
- aux règles qui sont appliquées au personnel extérieur intervenant sur les sites.

Lors de leurs interventions, le personnel du prestataire sera normalement accompagné par une ou plusieurs personnes habilitées désignées par l'organisme.

A la notification du marché, le pouvoir adjudicateur informe le Titulaire de la désignation des représentants du pouvoir adjudicateur en charge du suivi des prestations sur les sites.

Article 6. Obligations des parties

Article 6.1. Obligations du titulaire

6.1.1. Obligation de moyens

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre tous les moyens appropriés pour réaliser les prestations. Les moyens humains doivent parler et comprendre la langue française.

6.1.2. Respecter les obligations inscrites dans le C.C.T.P.

Le titulaire s'engage à répondre à toutes obligations lui incombant, inscrites dans le C.C.T.P.

6.1.3. Devoir de conseil et d'alerte

Le titulaire est tenu à une obligation de conseil et d'alerte envers le pouvoir adjudicateur pendant toute la durée du marché, sur tous les aspects techniques, avec un rapport remis à la fin de chaque période d'exécution.

A ce titre, il présente, sous forme de rapport, au pouvoir adjudicateur toutes les observations et propositions qu'il juge utiles pour assurer la bonne exécution des prestations, objet du marché.

Le pouvoir adjudicateur donne suite ou non aux observations et propositions formulées par le titulaire. Il prend la décision dans un délai maximum de deux jours ouvrés à compter de la date de réception du rapport du titulaire.

Le titulaire mettra en place un plan progrès basé sur une série d'indicateurs de performance (par exemple : temps d'immobilisation des véhicules, recours aux extensions de garantie constructeurs, réduction du coût global du parc, niveau de service rendu par le centre d'appel...). Les indicateurs feront l'objet d'un rapport de suivi d'évaluation tous les 6 mois à compter de la notification du marché avec transmission au gestionnaire du parc de la CAF de La REUNION.

Des réunions de suivi à cet effet seront également à prévoir.

Le titulaire s'engage à réaliser une enquête de satisfaction annuelle parmi les utilisateurs de la CAF La REUNION et d'en communiquer les résultats afin de suivre d'éventuelles insatisfactions.

6.1.4. Obligation d'information en cas de modifications dans la situation du Titulaire

Le Titulaire est tenu de notifier sans délai au pouvoir adjudicateur, les modifications survenant au cours de l'exécution du marché et qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social selon qu'il s'agit d'une personne physique ou d'une personne morale ;
- à son capital social ;
- à son relevé d'identité bancaire ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;
- et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement du Titulaire pouvant influencer sur l'exécution du marché.

Tout changement de raison sociale ou de dénomination sociale, de siège social ou de domicile, du compte à créditer, doit être notifié par lettre recommandée avec accusé de réception au pouvoir adjudicateur.

Cette notification doit être appuyée, selon les cas, soit du nouveau R.I.B., soit d'un exemplaire du journal d'annonces légales relatant la décision de l'Assemblée Générale de la Société.

Lorsque le changement entraîne la création d'une nouvelle personne morale (fusion, absorption, reprise de société dans le cadre d'une liquidation judiciaire, etc.) ou d'une nouvelle personne physique, le transfert du marché serait possible aux mêmes conditions d'engagement sous réserve de la signature d'un avenant de transfert entre le pouvoir adjudicateur et le nouveau Titulaire.

Celui-ci doit apporter la preuve qu'il peut assurer la continuité des prestations.

Le pouvoir adjudicateur vérifie que le nouveau Titulaire dispose des moyens financiers et techniques lui permettant d'assurer la continuité du marché. Il réclame au nouveau Titulaire une déclaration sur l'honneur dûment datée et signée par celui-ci justifiant qu'il n'entre dans aucun des cas mentionnés aux articles L.2141-1 à L.2141-5, et L.2141-7 à L.2141-10 du Code de la commande publique ou au DC1. De plus, il s'assure de l'absence de liens juridiques ou financiers incompatibles avec l'exécution du marché.

En tout état de cause, le pouvoir adjudicateur est en droit de refuser le changement de titulaire.

6.1.5. Protection de la main-d'oeuvre et conditions de travail

L'article 6 du C.C.A.G. - F.C.S. s'applique en matière de protection de la main-d'œuvre et de conditions de travail.

En acceptant le marché, le titulaire atteste sur l'honneur qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales au jour de la conclusion du contrat.

Conformément aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 du Code du Travail, il s'engage à fournir au moment de la conclusion du contrat et tous les six mois durant l'exécution du marché, les attestations permettant d'établir la régularité de sa situation.

6.1.6. Obligations en matière de protection de l'environnement

L'article 7 du C.C.A.G. - F.C.S s'applique en matière de protection de l'environnement.

6.1.7. Obligation de fournir tous les six mois les attestations visées aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 du Code du travail

Le titulaire du marché s'engage expressément à transmettre à la Caisse d'Allocations Familiales tous les six mois pendant toute la durée du marché, les attestations suivantes, démontrant sa régularité au regard de l'accomplissement des déclarations obligatoires et des cotisations aux services sociaux et fiscaux :

- attestation de régularité sociale et de vigilance délivrées par les organismes chargés du recouvrement des cotisations sociales datant de moins de 6 mois (URSSAF),
- attestation de régularité fiscale émanant de la Direction générale des finances publiques,
- liste nominative des salariés étrangers soumis à autorisation de travail, précisant la date d'embauche, la nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail ;

A défaut, une attestation de non-emploi de salariés étrangers et soumis à autorisation de travail.

- certificat attestant de la régularité de la situation de l'employeur au regard de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés délivré par l'AGEFIPH mentionnée à l'article L.5214-1 du Code du travail pour toutes entreprises employant au moins vingt salariés ;

Lorsque l'immatriculation du candidat au registre des commerces et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, le candidat doit fournir l'un des documents suivants :

- un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou Kbis) ;
- un extrait d'immatriculation au Registre national des entreprises en tant qu'entreprise du secteur des métiers et de l'artisanat (certificat d'inscription au répertoire des métiers);
- un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre des commerces et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou à un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente,
- l'accusé de réception électronique mentionné à l'article R.123-6 du Code du commerce, émanant du greffier du tribunal de commerce compétent ou de la chambre des métiers et de l'artisanat compétente (récépissé du dépôt de déclaration auprès du centre de formalités des entreprises pour les personnes physiques ou morales en cours d'inscription).

Faute pour le titulaire de fournir les documents précités dans un délai d'un mois à compter de la réclamation de la Caisse d'Allocations Familiales, formulée par courrier recommandé avec accusé de réception et restée sans effet, le marché pourra être résilié de plein droit sans indemnités.

Article 6.2. Obligations du pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur s'engage :

- à collaborer avec le titulaire et à mettre à sa disposition en permanence un interlocuteur habilité à lui fournir tout renseignement utile, documents et informations qu'il détient pour permettre au titulaire de réaliser correctement les prestations durant l'exécution du marché,
- à maintenir comme confidentielles les informations signalées comme telles par le titulaire,
- à répondre à toutes obligations lui incombant, inscrites dans le C.C.T.P.

Article 7. Contenu des prestations

Les prestations sont précisément définies dans le C.C.T.P.

Article 8. Modalités d'exécution

Les modalités d'exécution du marché sont précisément décrites dans le C.C.T.P.

Article 9. Délai d'exécution maximum

Le point de départ du délai d'exécution maximum est décompté à partir de la date de notification du bon de commande au titulaire par le pouvoir adjudicateur.

L'unique bon de commande pourra être notifié à compter de la réception de l'ordre de service par le titulaire.

Toutes les opérations de livraison seront terminées au plus tard le lundi 23 février 2026.

Article 10. Confidentialité – Protection des données personnelles – Mesures de sécurité

L'article 5 du C.C.A.G. - F.C.S s'applique en matière de confidentialité, de protection des données personnelles et de mesures de sécurité.

Article 11. Prix du marché - Conditions d'ajustement

Les prix indiqués par le titulaire sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations, y compris les frais généraux, impôts et taxes, et assurer au titulaire une marge pour risques et bénéfice, de sorte qu'aucun supplément de quelque nature que ce soit ne puisse s'y ajouter.

11.1 Forme des prix

Toutes les prestations sont réglées par application d'un prix forfaitaire.

Les prix sont indiqués dans la décomposition du prix global et forfaitaire (D.P.G.F.) (incluant les options).

Le marché est traité à prix fermes non révisables sur la durée d'exécution du marché.

11.2 Contenu des prix

Les prix du marché sont établis hors TVA.

Les prix sont indiqués dans la décomposition du prix global et forfaitaire (D.P.G.F.) (incluant les options).

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur le mois précédant le mois au cours duquel se situe la date limite de remise des offres, soit octobre 2025. Ce mois est réputé correspondre à celui de la date à laquelle le titulaire a fixé son prix dans l'offre. Ce mois est appelé « mois zéro ».

Article 12. Exécution financière du marché

Article 12.1. Avances – Acomptes – Garanties

Les avances, acomptes et garanties sont régies par les articles R.2191-3 à R.2191-44 du Code de la commande publique.

Avance :

Conformément à l'article 11.1 du CCAG – FCS, l'option A s'applique.

En application de l'article R.2191-7 du CCP, la durée du marché étant supérieure à douze mois, le montant de l'avance est fixé à 15 % d'une somme égale à douze fois le montant initial toutes taxes comprises du marché divisé par sa durée exprimée en mois.

Le taux de l'avance est porté à 30 % lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R.2151-13 du Code de la commande publique

L'avance sera versée sous réserve d'en faire la demande et le cas échéant, que soit apportée la justification d'appartenance au statut de petite ou moyenne entreprise conformément à l'acte d'engagement.

Acompte :

Sans objet.

Retenue de garantie

Le marché ne prévoit pas de retenue de garantie

Cession et nantissement

Les créances nées ou à naître dans le cadre du marché peuvent être cédées ou nanties conformément aux dispositions des articles R 2191-45 et suivants du Code de la commande publique.

La personne habilitée à fournir les renseignements mentionnés aux articles R.2191-60 et R.2191-61 du Code de la commande publique est le Directeur de la Caisse d'Allocations Familiales de La Réunion.

En cas de sous-traitance, le marché ne peut être nantis ou cédés qu'à hauteur des prestations exécutées par le titulaire.

Article 12.2 Modalités de facturation et de paiement

- Contenu des factures

Les factures comprennent outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom et l'adresse du titulaire ;
- le numéro d'inscription au SIRET et RCS ;
- la date et le numéro de la facture ;
- le numéro et l'intitulé du marché et le cas échéant le numéro de bon de commande ;
- les prestations exécutées,
- les montants éventuels de l'avance, des pénalités notifiées,;
- le prix détaillé des prestations (prix hors TVA + TVA = total TTC)
- taux et le montant de TVA ;

CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES DE LA REUNION

412 rue Fleur de Jade – CS 61038 – 97833 Sainte-Marie Cedex

- le nom et la qualité du signataire.

Le dépôt et la transmission des factures électroniques sont effectués sur le portail de facturation « CHORUS PRO », accessible à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>. La référence de la CAF est la suivante : « 314 635 368 00116 ».

L'utilisation de ce portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission électronique.

- Paiement du marché

Le mode de règlement est le virement bancaire ou postal au compte du Titulaire, figurant dans l'acte d'engagement. En vertu de l'article R. 2192-10 Code de la commande publique, le délai global de paiement est de **30 jours** à compter de la réception de la demande de paiement par le pouvoir adjudicateur ou, si elle lui est postérieure, à compter de la date du service fait constaté par le pouvoir adjudicateur.

Aucun paiement ne pourra être effectué sans la constatation du service-fait.

Le nantissement ou la cession de créances s'effectuera conformément aux articles R. 1291-45 et suivants du Code de la commande publique.

Le marché est financé par des fonds propres sur le budget de fonctionnement du pouvoir adjudicateur.

- Intérêts moratoires

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire et complémentaire pour frais de recouvrement sont régis par les articles R.2192-31 à R.2192-36 du Code de la commande publique.

Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

Le défaut de paiement dans les délais prévus ci-dessus fait courir de plein droit et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du Titulaire et du sous-traitant payé directement conformément au Code de la commande publique.

Le taux de ces intérêts est celui appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points de pourcentage.

De plus, une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40 euros sera versée par le pouvoir adjudicateur.

- Paiement des sous-traitants

Les conditions de paiement des sous-traitants sont celles prévues aux articles R.2193-10 et suivants du Code de la commande publique.

Article 13. Sous-traitance

Les conditions d'acceptation du sous-traitant et d'agrément des conditions de paiement sont régies par les articles R.2193-1 et suivants du Code de la commande publique.

Ainsi, le Titulaire du marché qui envisage de sous-traiter l'exécution de certaines prestations devra en faire la demande.

L'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement sont demandés dans les conditions suivantes :

1° Dans le cas où la demande de sous-traitance intervient au moment du dépôt de l'offre ou de la proposition, le candidat fournit une déclaration mentionnant :

- la nature des prestations sous-traitées,
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé,
- le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant,
- les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix,
- les capacités techniques, professionnelles et financières du sous-traitant.

CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES DE LA REUNION

412 rue Fleur de Jade – CS 61038 – 97833 Sainte-Marie Cedex

Le candidat remet également une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

La notification du marché emporte acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

2° Dans le cas où la demande est présentée après la notification du marché, le Titulaire remet contre récépissé au pouvoir adjudicateur ou lui adresse par lettre recommandée, avec demande d'avis de réception, un acte spécial de sous -traitance contenant les renseignements mentionnés au 1°.

Le Titulaire établit en outre qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du marché ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, en produisant, lorsque les dispositions du chapitre 1^{er} du Titre IX du Code de la commande publique s'appliquent, soit l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité qui lui a été délivré, soit une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement des créances.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement sont constatés par la signature de l'acte spécial par les deux parties. Les éléments figurant dans l'acte spécial doivent être identiques à ceux mentionnés dans le 1°.

Le silence de l'acheteur gardé pendant 21 jours à compter de la réception des éléments mentionnés au 1° vaut également acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

Les conditions de paiement des sous-traitants sont celles prévues aux articles R.2193-10 et suivants du Code de la commande publique.

Article 14. Pénalités de retard

Par dérogation aux dispositions de l'article 14 du C.C.A.G- F.C.S., les pénalités s'appliquent selon les modalités figurant ci- dessous.

Lorsque le pouvoir adjudicateur envisage d'appliquer des pénalités de retard, il invite par écrit (Courriel ou lettre recommandée avec accusé de réception), le titulaire à présenter ses observations par écrit (Courriel ou lettre recommandée avec accusé de réception) dans un délai de 4 jours ouvrés. Cette invitation précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les retard(s) concerné(s) ainsi que le délai imparti au titulaire pour présenter ses observations.

A défaut de réponse du titulaire dans ce délai ou si le pouvoir adjudicateur considère que les observations formulées par le titulaire en application du premier alinéa ne permettent pas de démontrer que le retard n'est pas imputable à celui-ci ou à ses sous-traitants, les pénalités de retard s'appliquent et sont calculées à compter du lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Le montant forfaitaire des pénalités est fixé à 200 euros par jour calendaire de retard (Dimanches et jour fériés compris). Elles seront réglées par compensation sur les sommes dues au titulaire et seront non révisables.

Les retards peuvent notamment concerner :

- Les échéances d'exécution ;
- La transmission d'un document : Le titulaire qui ne répond pas dans les délais à une demande de documents formulée par le pouvoir adjudicateur, ou devant être obligatoirement transmis dans le cadre du marché, s'expose à une pénalité forfaitaire du montant susvisé, par document non transmis et par jour de retard ;
- Les éventuelles réunions : un retard non justifié ou une absence à une réunion expose le titulaire à des pénalités, s'il n'a pas adressé par écrit (Courriel) au pouvoir adjudicateur sa non-participation à la réunion fixée ou son retard. A chaque absence ou retard injustifié, la pénalité est encourue.

Article 15. Assurances

L'article 9 du C.C.A.G. - F.C.S. s'applique en matière d'assurance.

Par dérogation à l'article 9.2 du C.C.A.G. - F.C.S., l'attestation d'assurance de responsabilité civile doit être fournie dans les délais fixés dans le règlement de consultation.

Le titulaire fait son affaire de la réparation des préjudices qu'il pourrait lui-même subir à l'occasion de l'exécution des prestations objet du marché.

Si le titulaire ne souscrit pas à ces obligations d'assurance, il est tenu de dédommager le pouvoir adjudicateur ou toute autre victime à ses frais pour les dommages qui auront pu survenir.

Article 16. Réparations des dommages

L'article 8 du C.C.A.G. - F.C.S. s'applique en matière de réparations des dommages.

Article 17. Résiliation du marché

Les modalités de résiliation du marché sont notamment régies par le chapitre 7 du C.C.A.G.-F.C.S.

En complément des cas de résiliation visés au chapitre 7 du C.C.A.G. F.C.S., le marché peut être résilié sans mise en demeure si le titulaire refuse l'application des pénalités mentionnées à l'article 14 du présent C.C.A.P.

Article 18. Modifications du marché

Les modifications pouvant être apportées au marché obéissent aux règles fixées aux articles R.2194-1 et suivants du Code de la commande publique. Lesdites modifications sont subordonnées à la signature d'un avenant entre le pouvoir adjudicateur et le Titulaire. Celui-ci précisera les éléments modifiés.

Article 19. Langues

Tous les documents, fiches techniques, correspondances, factures ou modes d'emploi doivent être rédigés en français.

Article 20. Règlement des Litiges

Le pouvoir adjudicateur et le Titulaire s'efforceront dans un premier temps de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché.

Les parties contractantes peuvent également recourir à l'arbitrage, tel qu'il est régi par le livre IV relatif à l'arbitrage du nouveau Code de Procédure Civile.

A défaut de règlement amiable et dans l'hypothèse où l'arbitrage ne pourrait donner lieu à un règlement du litige, ce dernier sera soumis à la connaissance du Tribunal judiciaire de Saint Denis de la Réunion situé 5, avenue André Malraux – C.S 81027 – 97495 Sainte-Clotilde.

Article 21. Voies de recours

Si le candidat estime que le pouvoir adjudicateur a manqué à ses obligations de publicité et de mise en concurrence, toute personne ayant un intérêt à agir peut contester une décision ou la procédure dans les conditions suivantes :

- introduction d'un référé pré-contractuel à partir de la publication de l'avis de publicité jusqu'à la signature du marché ;
- introduction d'un référé contractuel dans un délai de 31 jours à compter de la publication de l'avis d'attribution ou dans un délai de 6 mois à compter du lendemain de la conclusion du marché ;

auprès du Tribunal judiciaire suivant :
Tribunal judiciaire de Saint-Denis de La Réunion
5,avenue André Malraux – C.S 81027 – 97495 Sainte-Clotilde

Les renseignements concernant l'introduction d'un recours dans le cadre de la présente procédure peuvent être obtenus auprès du greffe du Tribunal judiciaire de Saint-Denis de La Réunion (voir coordonnées ci-dessus).

Article 22. Dérogations aux dispositions du C.C.A.G- F.C.S.

Articles du C.C.A.P dérogeant au C.C.A.G	Articles du C.C.A.G. auxquels il est dérogé
4.2	4.1
5	3.3
14	14
15	9.2

Article 23. Compléments aux dispositions du C.C.A.G- F.C.S.

Articles du C.C.A.P qui complètent le C.C.A.G	Articles du C.C.A.G. complétés par le C.C.A.P.
17	Chapitre 7

Lu et accepté par :

Dressé par :

LE PRESTATAIRE :

LE DIRECTEUR GENERAL DE LA C.A.F DE
LA REUNION

A :

Guillaume LACROIX

Le :

Mention manuscrite « Lu et approuvé »

+ *Cachet et signature*